

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RABOPALE SAS

avenue de la Gare
17290 Aigrefeuille-D'aunis

Références : 0007204189/2026/183
Code AIOT : 0007204189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement RABOPALE SAS implanté avenue de la Gare 17290 Aigrefeuille-d'Aunis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RABOPALE SAS
- avenue de la Gare 17290 Aigrefeuille-d'Aunis
- Code AIOT : 0007204189
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

FP Bois est spécialisée dans la transformation de grumes de pin des Landes. Elle dispose de 4 sites

de production répartis sur les communes de Pontenx-les-Forges et de Mimizan. La holding CP détient les sociétés FP Bois, Rabopale et le groupe FP Bois.

Le site Rabopale d'Aigrefeuille d'Aunis, qui emploie 19 salariés, est dédié au travail du bois (délignage, sciage, rabotage, ...) et à la finition des bois de grandes longueurs. Le bois est traité, travaillé en finitions et peint ou saturé pour être commercialisé sous forme de bardage, lambris ou parquet...

Les horaires de travail sont actuellement de 6h à 13h.

Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°3428bisSE/BNS en date du 31 octobre 2003.

Au regard des évolutions réglementaires, les installations relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 11.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	1 mois
4	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 5.2	Sans objet
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé a permis de mettre en évidence globalement le respect des dispositions réglementaires liées à la mise en œuvre des produits chimiques contrôlés, avec un point de vigilance sur la nécessité de mettre à jour certaines fiches de données de sécurité (FDS) dont la révision est antérieure à 2020 et de mettre à disposition les absorbants et moyens de défense contre l'incendie systématiquement adaptés aux produits stockés.

En outre, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les éléments permettant la mise à jour de la situation administrative du site. Au regard des évolutions réglementaires, les installations relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour du tableau de classement
Prescription contrôlée : Mise à jour de la situation administrative <u>Constat issu de la visite d'inspection du 12/05/2022 - Point 1 :</u> <i>L'exploitant n'a pas transmis la mise à jour de sa situation administrative demandée lors de l'inspection de 2020. Il a en projet la construction d'un bâtiment pour protéger un stockage de bois aujourd'hui extérieur. Dans ce cadre, il envisage d'adresser à Monsieur le Préfet un dossier de mise à jour de sa situation administrative. -> L'exploitant adresse sous 2 mois un tableau de mise à jour des rubriques ICPE.</i> <u>Constat issu de la visite d'inspection du 27/01/2023 - Point 5 :</u> <i>Dans le cadre du projet de porter à connaissance, l'exploitant a précisé quelle serait la situation administrative du site au regard du projet considéré et des évolutions antérieures.(...) Il indique en particulier que le volume de stockage de bois, au titre de la rubrique 1532 passera de 7139 m³ (selon les éléments transmis lors de la visite d'inspection de 2015) à 10329 m³. Ce nouveau volume ne modifiera pas le régime de classement du site au titre de la rubrique 1532 (déclaration). La chaudière gaz ayant une puissance nominale supérieure à 1 MW (mais inférieure à 20 MW), elle est dorénavant soumise aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, pour les installations existantes. L'instruction du dossier de mise à jour fera l'objet d'un nouveau rapport de l'inspection. Elle proposera alors à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral complémentaire qui permettra également de prendre acte de la nouvelle situation administrative.</i>
Constats : La société RABOPALE avait transmis par courriel à l'inspection le 20 décembre 2022, un projet de dossier de mise à jour relatif à la création d'un nouveau bâtiment de stockage (avec panneaux photovoltaïques en toiture). La création de ce bâtiment devait augmenter la capacité de stockage de bois sur le site mais sans modifier le classement au regard de la réglementation ICPE. L'inspection avait fait part de ses premières demandes de compléments à l'exploitant afin qu'il puisse déposer un dossier complété en préfecture. Or, après plusieurs relances de l'inspection, l'exploitant l'a finalement informée, par courriel du

11/09/2025, que le projet était finalement suspendu et qu'il transmettrait le PAC révisé en cas d'évolution de la situation.

Toutefois, le projet de porter à connaissance prévoyait d'intégrer d'autres évolutions du site qui n'ont pas, par conséquent, été transmises aux services de la Préfecture.

Les évolutions du site ou de la nomenclature impliquent notamment la mise à jour de la situation administrative sur :

- le changement de puissance et de combustible pour la chaudière ainsi que son passage sous le régime de la déclaration pour la rubrique 2910-A-2, dont le seuil a été abaissé à 1 MW ;
- le passage du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement pour les rubriques 2415, 2410 et 2940 au regard des évolutions de la nomenclature.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du site s'applique toujours, sans préjudice des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables notamment aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2415, 2410 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les dispositions applicables aux installations existantes.

En outre, l'exploitant doit choisir les règles de procédure qu'il veut voir appliquées à son site (rester sous les règles de procédures du régime d'Autorisation ou passer sous celles du régime d'Enregistrement).

Sur la base de ces éléments, l'inspection des installations classées proposera un arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à Monsieur le Préfet une actualisation du tableau des rubriques de la nomenclature prenant en compte le bénéfice des droits acquis sur l'ensemble des rubriques modifiées par décrets en précisant les volumes, les puissances, les quantités et le régime de classement.

En outre, il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet la modification de son installation de combustion.

L'exploitant transmet également aux services de la Préfecture l'analyse de conformité aux arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2415, 2410 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les dispositions applicables aux installations existantes.

L'exploitant se positionnera également sur les règles de procédure qu'il veut voir appliquées à son site (Autorisation ou Enregistrement).

Sur cette base, l'inspection des installations classées proposera un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 11.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le logiciel qui lui permet d'assurer le suivi mensuel des stocks et de préparer ses commandes. Il dispose donc d'un état des stocks mais n'a pas présenté le plan des stockages associé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit un plan général des stockages. En outre, conformément à l'article 3.3 de l'arrêté du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) de la nomenclature des ICPE, il complète l'état des matières stockées et utilisées, en intégrant les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la liste établie à la date du 30/01/2026 des fiches de données de sécurité, notamment pour les matières dangereuses dont les produits biocides et substances actives utilisés.</p> <p>Plus d'un tiers des FDS présentent des dates de dernière révision antérieures à 2020, elles sont alors considérées comme obsolètes (> 5 ans).</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a demandé la présentation des fiches de données de sécurité de deux produits principalement utilisés.</p> <p>L'exploitant n'a pas eu de difficulté à présenter notamment les FDS de la base du produit de traitement Wolmanit CX-8WB et du saturateur Gris silex LABK0482. Pour ce dernier produit, il indique que la dénomination du produit a récemment été modifiée par le fournisseur mais il ne dispose pas de la FDS correspondante à cette nouvelle désignation.</p> <p>Selon l'exploitant, ces FDS sont également accessibles à tous les opérateurs, notamment au niveau des bureaux. Il a présenté plusieurs classeurs contenant des FDS, sans modalités de classement défini.</p> <p>Pendant la visite sur site, l'inspection a constaté que des FDS sont mises à disposition au niveau du poste de travail et de stockage des autoclaves (1 seul opérateur concerné).</p> <p>De plus, l'inspection a interrogé un opérateur au niveau des postes de travail « Peinture » sur son accès aux FDS : il a indiqué qu'elles étaient consultables dans les bureaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure de disposer des FDS à jour des produits présents sur le site.</p> <p>Il s'assure de la mise à disposition facile de l'ensemble des fiches de données de sécurité à ses salariés et les informe de l'organisation mise en œuvre pour avoir accès aux FDS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Mesures de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés (...) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite sur le terrain a permis de constater la mise en œuvre des prescriptions des trois FDS consultées, notamment sur les points suivants :</p>

Pour le produit de traitement Wolmanit CX-8WB (révision FDS du 26/10/2023) :

Rubrique 5.1 : Mesures de lutte contre l'incendie / Moyens d'extinction :

L'inspection a constaté la présence au niveau de l'autoclave et du stockage de produits de traitement des moyens d'extinction appropriés.

Rubrique 6.3 : Mesures à prendre en cas de déversement / Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage :

L'exploitant indique qu'il dispose de stocks importants de sciure sur site. Ce matériau est identifié parmi les matériaux absorbants adaptés pour contenir un déversement.

Rubrique 7.2 : Manipulation et stockage / Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités :

Les produits sont stockés dans un local fermé dédié. L'ensemble du local est raccordé à la rétention des autoclaves (3 x 50 m³). Cette disposition est conforme.

Pour le saturateur Gris silex LABK0482 (révision FDS du 20/06/2020) :

Rubrique 5.1 : Mesures de lutte contre l'incendie / Moyens d'extinction :

L'inspection a constaté la présence au niveau du stockage des peintures et dans l'atelier de moyens d'extinction (extincteurs CO2 et eau pulvérisée). Toutefois, il est indiqué dans la FDS « utiliser de préférence des extincteurs à poudre pulvérisée (poudre ABC) ».

Rubrique 6.3 : Mesures à prendre en cas de déversement / Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage :

L'exploitant indique qu'il dispose de stocks importants de sciure sur site. Ce matériau n'est pas identifié parmi les matériaux absorbants adaptés pour contenir un déversement.

En effet, la FDS précise notamment de : « Absorber le déversement au moyen de sable ou d'un absorbant inerte et le mettre en lieu sûr. Ne pas absorber au moyen de sciure ou autres absorbants combustibles. ». L'exploitant ne respecte pas cette disposition.

Rubrique 7.2 : Manipulation et stockage / Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités :

Les produits sont stockés à l'intérieur du bâtiment (à l'abri du rayonnement solaire et dans un espace chauffé et isolé). Ils sont positionnés dans une zone dédiée ; pourvue d'un dispositif de rétention, largement dimensionnée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant le stockage des produits de peinture, l'exploitant s'assure de disposer des moyens d'extinction et des absorbants adaptés aux produits utilisés.

Le cas échéant, il met à jour les procédures d'intervention en cas d'incident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux dispositifs de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;• dans tous les cas 800 l minimum ou la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. (...)
Constats : Comme précisé au point de contrôle précédent, les stockages des produits chimiques sont réalisés sur rétentions suffisamment dimensionnées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : (...) Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. (...)
Constats : L'inspection n'a pas constaté de stockage de produits incompatibles sur des mêmes rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite